

MOBIUS

Madame, monsieur,

MOBIUS a pris connaissance de la consultation publique de l'Autorité sur l'intérêt et la nécessité de réguler l'accès aux fourreaux de communications électroniques.

MOBIUS approuve à la fois la démarche et l'analyse de l'ARCEP et c'est la raison pour laquelle MOBIUS tient à confirmer tout l'intérêt qu'elle accorde à ce projet d'une régulation qu'elle estime absolument indispensable au développement concurrentiel du très haut débit.

MOBIUS relève toutefois que l'Autorité ne fait pas mention du contexte des DOM, et spécialement à l'île de la Réunion où MOBIUS opère, ni du fait que l'étude d'évaluation que l'Autorité a commandée dans 10 villes de grande et moyenne importance concerne aussi les DOM.

L'Autorité n'ignore pas que le développement du haut débit dans les DOM s'exerce dans des conditions plus difficiles qu'en métropole, et ce en raison de plusieurs facteurs dont la taille restreinte du marché cible d'une part et du coût de la bande passante d'autre part et c'est la raison pour laquelle il nous semble capital que, si elle intervient, la régulation de l'accès aux fourreaux de communications devra s'exercer à la Réunion dans les mêmes conditions qu'en France métropolitaine.

La nécessité de cette régulation appliquée aux DOM nous semble d'autant plus nécessaire que, pour une raison que MOBIUS ne comprend toujours pas, l'offre CE2O n'est pas disponible dans les DOM alors même que France Télécom y propose des liaisons en fibre optique (INTRA CITE, OSM, etc...) et qu'il n'existe pas à la Réunion de cablo-opérateur comme c'est le cas en métropole. L'accès aux fourreaux de France Télécom dans des conditions techniques et économiques réalistes permettra assurément aux opérateurs alternatifs de répliquer les offres en fibre optique de France Télécom dans des conditions réalistes, puis de proposer le très haut débit à la clientèle résidentielle.

Enfin, la prise en compte de la situation des DOM devra conduire l'Autorité à veiller à ce que les conditions d'accès aux offres ne soient pas discriminatoires, de sorte que les opérateurs qui souhaitent développer un réseau très haut débit en fibre optique dans un DOM seulement (ou encore dans un seul département métropolitain) ne se voient pas contraints de souscrire à des services dont les tarifs est calculé à l'échelle nationale, comme par exemple l'accès à un serveur d'éligibilité dont le coût serait le même pour un opérateur utilisant le service partout en France que pour un autre opérateur n'utilisant l'offre que pour un seul département.

Les présentes observations valent également pour la consultation publique de l'Autorité pour la Mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique.

Yann de Prince

Président et directeur général

MOBIUS (www.mobius.fr et www.izi.re)

Opérateur de Télécommunications

Société anonyme au capital de 495.580,00 Euros

1 rue Théodore Drouhet

ZAC 2000

BP 386

97829 LE PORT CEDEX

Tél. : (+262) 262 71 15 30 – Fax : (+262) 262 71 15 20

Mobile : (+262) 692 02 34 56